

	<p style="text-align: center;">Compte Rendu</p> <p style="text-align: center;">Réunion du Conseil Municipal</p>	<p>Réunion du : 09 décembre 2021.</p> <p>Auteur du relevé : Pierre BEAUDEAU</p> <p>Version du : 10 décembre 2021.</p>
---	--	---

Date et heure de la réunion : Jeudi 9 décembre 2021 à 20h00.

Lieu : Mairie de Cours-de-Pile.

Convocation adressée le 02 décembre 2021.

Membres présents (13) : Mme ACQUAIRE, M. BACHERER, M. BEAUDEAU, Mme BELUGUE, Mme BETHOULE, M. CAPURON, Mme DUMAREAU, Mme GARDETTE, M. GUERINET, M. HIRT (a quitté la séance après l'adoption du point 4), Mme RIBEYROL, Mme TONDEUR, M. VIDOTTO.

Pouvoirs (5) :

M. ZAVAN a donné pouvoir à M. BEAUDEAU,
M. CLOFF a donné pouvoir à Mme TONDEUR,
Mme BONPAIN a donné pouvoir à Mme GARDETTE,
M. RUDELIN a donné pouvoir à Mme BELUGUE
M. PASCAL a donné pouvoir à M. CAPURON.

Absents (1) :

Mme MICHEL

Ordre du jour de la réunion :

Points de l'ordre du jour	Discussions	Résultats (scrutin, vote)
<p>1- Approbation du compte rendu de la précédente réunion du Conseil Municipal.</p>	<p>Pas de remarque.</p>	<p>Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité et par vote à main levée, le compte rendu de la précédente réunion du Conseil Municipal.</p>
<p>2 – Budget de la commune- Décision modificative N° 2.</p>	<p>Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de procéder à une ouverture de crédits sur le budget communal Il y a donc lieu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constater une augmentation des recettes de fonctionnement aux chapitres 73 et 013, - Retirer la compensation de taxe d'habitation qui n'est plus versée aux collectivités territoriales, - Affecter ces sommes à la prise en charge de nouvelles dépenses de fonctionnement aux chapitres 012 et 66, - Réduire le budget de fonctionnement aux chapitres 011 et 65, - Réduire le virement de la section d'investissement afin de pallier les dépenses de fonctionnement supplémentaires, - Modifier les écritures aux chapitres 23 et 21 en dépenses d'investissement pour tenir compte des dépenses de fin d'année et corriger les imputations budgétaires. 	

Chapitre	Article	Libellé	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT				
Opérations réelles				
011	615228	Entretien et réparation autres bâtiments	- 5 000	
011	615231	Entretien et réparations voiries	- 3 700	
011	615232	Entretien et réparations réseaux	- 4 800	
012	6413	Personnel non titulaire	+ 1500	
012	64168	Autres emplois d'insertion	+3000	
012	6451	Cotisations à l'URSSAF	+ 3300	
66	66 111	Intérêts réglés à l'échéance	+ 400	
65	65738	Autres organismes publics	- 2 000	
74	74835	Etat Compensation au titre des exonérations des taxes d'habitations		- 20 000
013	6419	Remboursement sur rémunération du personnel		+ 4 500
73	73224	Fonds départeme		+ 1 000

3 –
Création d'un poste
d'adjoint technique

ntal DMTO
des
communes
de – 5000
habitants

023

Virement à
la section
d'investisse
ment

- 7 200

TOTAL
FONCTIONNEMENT

- 14 500

- 14 500

INVESTISSEMENT

Opérations réelles

16

1641

Emprunt en
euros

+ 1 300

16

165

Dépôts et
cautionne
ment reçus

+ 1 000

23

2313

Constructio
n
bâtiments
publics

- 11 000

21

21318

Autres
bâtiments
public

+ 11 000

21

2151

Réseaux de
voirie

- 8 000

21

2184

Mobilier

+ 500

021

Virement
de la
section de
fonctionne
ment

- 7 200

TOTAL
INVESTISSEMENT

- 6 200

- 6 200

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est souhaitable de créer l'emploi suivant :

• Adjoint technique territorial

Nombre d'heures : 20 h

Fonction attachée à cet emploi : Agent de service polyvalent en milieu rural

A compter du 1^{er} février 2021.

Il précise que cet emploi pourra être occupé par des fonctionnaires des cadres d'emplois des Adjoints techniques.

Le tableau des effectifs est modifié de la manière suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,

• **Accepte** en dépenses les diminutions de crédits compensées par les plus-values de recettes indiquées dans le tableau présenté par Monsieur le Maire.

<u>EMPLOIS</u>	<u>DUREE HEBDO</u>	<u>EFFECTIFS</u>	<u>FONCTIONS</u>
ADJOINT ADMINISTRATIF			
ADJOINT ADMINISTRATIF	18h30	0,5	Régisseur d'avances de dépenses et de recettes Encadrement d'un service
ADJOINT ADMINISTRATIF	35h00	1	Secrétaire administrative
ADJOINT ADMINISTRATIF Principal 2ème classe	20h00	0,5	Encadrement d'un service administratif et suivi de la gestion financière de la commune
ADJOINT ADMINISTRATIF Principal 1ère classe	35h00	1	Secrétaire de Mairie
ADJOINT ADMINISTRATIF Principal 1ère classe	28h12	1	Secrétaire administrative
ADJOINT TECHNIQUE			
ADJOINT TECHNIQUE	25h32	1	Agent d'accompagnement de l'enfance
ADJOINT TECHNIQUE principal 2ème classe	32h23	1	Agent d'accompagnement de l'enfance
ADJOINT TECHNIQUE	16h30	0,5	Encadrement d'une équipe de moins de 5 agents animatrice éducatif périscolaire

4 – Création d'un emploi non permanent pour faire face à un accroissement temporaire d'activité	ADJOINT TECHNIQUE	35h00	1	Agent de restauration	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none">• Décide de la création du poste d'un adjoint technique à temps partiel,• Précise que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans cet emploi ainsi créé et les charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget communal aux chapitres prévus à cet effet.
	ADJOINT TECHNIQUE	35h00	1	Agent technique	
	ADJOINT TECHNIQUE	35h00	1	Aide de cuisine	
	ADJOINT TECHNIQUE principal 2ème classe	30h00	1	Agent de service	
	ADJOINT TECHNIQUE principal 2ème classe	35h	1	Cuisinier	
	ADJOINT TECHNIQUE	20h	1	Agent de service polyvalent en milieu rural	
	ADJOINT TECHNIQUE	35h	1	Agent de service polyvalent en milieu rural	
	ADJOINT TECHNIQUE principal 2ème classe	35h	1	Agent de service polyvalent en milieu rural	
	ADJOINT TECHNIQUE principal 1ère classe	35h	1	Polyvalent	
	AGENT TERRITORIAL SPECIALISE DES ECOLES MATERNELL ES				
	ATSEM 1ère classe	32h	1	Agent d'accompagn ement de l'enfance	
	<p>Monsieur le Maire explique qu'il est nécessaire de procéder à la création à compter du 1^{er} janvier 2022 d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade de AESH (Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap) relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 3H.</p> <p>Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 7 mois allant du 1^{er} janvier 2022 au 5 juillet 2022 inclus.</p>				<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none">• Décide de la création de cet emploi non permanent dans le cadre des AESH,• Précise que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans cet emploi ainsi créé et les charges sociales s'y rapportant seront inscrits

5 – Convention avec le Centre de Gestion de la Dordogne pour la médecine du travail	<p>La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement des AESH</p> <p>Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive ; pour ce faire, il propose d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive et porte à la connaissance des membres présents les dispositions de la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Dordogne pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.</p>	<p>au budget communal aux chapitres prévus à cet effet.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accepte les conditions d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive décrites dans la convention annexée à la présente délibération ; • Autorise Monsieur le Maire à faire, dire et signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.
6 – Assurance statutaire du personnel	<p>Monsieur le Maire explique au conseil que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer pour les risques demeurant à sa charge.</p> <p>Monsieur le Maire présente les propositions de CNP Assurances dont le taux est de 6,1 % de la masse salariale pour l'année 2022 pour les agents relevant de la CNRACL et de 1,65 % pour les agents relevant de l'IRCANTEC.</p>	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorise Monsieur le Maire à signer les contrats CNP Assurances pour l'année 2022.
7 – Adhésion au Comité Départemental d'Action Sociale	<p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Comité Départemental d'Action Sociale de la Fonction Publique Territoriale placé auprès du Centre de Gestion a été créé le 25 février 1992.</p> <p>Monsieur le Maire donne lecture des statuts de l'organisme et demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer sur l'adhésion de la collectivité.</p>	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décide l'adhésion de la collectivité au CDAS pour 2022 et s'engage à inscrire au budget le montant total de la cotisation, • Autorise Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour cette adhésion.
8 – Désignation d'un réfèrent au Comité Communal Feux de Forêt (CCFF)	<p>Monsieur le Maire rappelle les missions essentielles des CCFF qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'information et la sensibilisation de la population et du grand public sur les risques feux de forêt, - L'appui et l'aide aux pompiers <ul style="list-style-type: none"> • Se mettre à disposition du responsable chargé de l'organisation de la lutte active • Apporter un concours actif sans se substituer au commandement qui relève des pompiers dans tous les cas de figures. 	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Désigne M. Pierre BEAUDEAU en tant que bénévole référent au CCFF.
9 – Expérimentation du dépôt dématérialisé des certificats d'urbanisme.	<p>Le Maire expose à l'assemblée la volonté de la commune en collaboration avec le service instructeur de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise d'expérimenter le dépôt dématérialisé des Certificats d'Urbanisme d'Information et</p>	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p>

<p>10 – Création d'un guichet unique dématérialisé des services pour l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation des sols.</p>	<p>Opérationnel via le guichet unique proposé par l'Agence technique départementale (ATD24) durant l'année 2021. Il expose à l'assemblée le principe de ce guichet unique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accepte que cette expérimentation soit proposée aux pétitionnaires à partir du 15 novembre 2021 via le guichet unique https://atd24.geosphere.fr/guichet-unique.
<p>11 – Eclairage public du carrefour de la RD 37 et de l'Allée des Tilleuls.</p>	<p>La création de ce guichet unique exclut la transmission et donc l'instruction des dossiers transmis au format papier. Il est nécessaire de tester l'outil et sa fiabilité avant de basculer vers ce nouveau système.</p> <p>M. le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il conviendrait d'effectuer une étude portant sur l'éclairage public du carrefour de l'allée des Tilleuls. La commune de COURS-DE-PILE, adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, a transféré sa compétence éclairage public. Un engagement de la commune est nécessaire pour permettre au Syndicat de réaliser les études techniques qui permettront à la collectivité de se prononcer sur sa volonté d'effectuer les travaux. Dans le cas, où la commune de COURS-DE-PILE ne donnerait pas une suite favorable au projet dans un délai de six mois (sauf demande motivée dans le cas de travaux coordonnés avec les programmes d'effacement, de renforcement du réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage du SDE 24 ou de demande de DETR en cours), elle s'engage à rembourser au SDE 24 les frais d'étude.</p>	<p>Ce point est retiré de l'ordre du jour et reporté à une date ultérieure.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sollicite le SDE 24 afin d'engager les études techniques, • S'engage à prendre en charge le coût de l'étude, si elle n'était pas suivie de travaux après six mois, • Mandate Monsieur le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès dudit Syndicat.
<p>12 – Renouvellement du contrat de maintenance du défibrillateur CARDIOP</p>	<p>Monsieur le Maire informe qu'il est nécessaire de renouveler le contrat de maintenance et de service du Défibrillateur Automatisé Externe avec la SAS CARDIOP. A cet effet, Monsieur le Maire présente la proposition parvenue en mairie pour un montant de 92,00 € HT. Ce montant reste inchangé par rapport à la proposition de l'année précédente.</p>	<p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accepte la proposition faite par la SAS CARDIOP pour un montant annuel de 92 €,00 H.T. • Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles en la matière.
<p>13 – Questions diverses</p>	<p>➤ <i>Didier CAPURON :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Garderie périscolaire : M. le Maire indique que la modification du fonctionnement des garderies périscolaires a suscité quelques réactions chez certains parents d'élèves. A ce jour, sept familles se sont manifestées en indiquant qu'elles n'avaient aucune solution pour faire garder leurs enfants de 18 heures à 18 heures 30. Il leur a été proposé, à titre dérogatoire, qu'une garderie soit ouverte uniquement à leur attention. 	

